

---

# UNE RELECTURE CAVALIÈRE DES DÉBUTS

---

JEAN LECA

## I

**E**n juin 1951 paraissait le premier numéro de la *Revue française de science politique* : au vrai un numéro 1-2 (déjà les numéros doubles !) vendu au prix de 600 francs, le tarif des abonnements étant fixé pour 1951 à 1400 francs pour la France. Son éditeur était les Presses universitaires de France <sup>1</sup>, son directeur-gérant René Henry-Gréard (était-il déjà le secrétaire général de ce qui s'appelaient alors « l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris ? »), écrit d'ailleurs « Henzy-Gréard » (déjà les fautes d'impression !).

La *Revue* était publiée trimestriellement par la Fondation nationale des sciences politiques et l'Association française de science politique <sup>2</sup>. Admirons l'élégant pluralisme combinant le pluriel de la Fondation et le singulier de l'Association, repris dans le titre de la *Revue*. Jean Meynaud, alors secrétaire général de la Fondation, fut le premier secrétaire général de la *Revue*, coiffée par un impressionnant Comité de direction présidé par André Siegfried, de l'Académie française, Président de la Fondation, et composé de Raymond Aron, alors sans poste universitaire (il était « professeur à l'École nationale d'administration et à l'Institut d'études politiques de Paris »), Jacques Chapsal, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris et administrateur de la Fondation, Jean-Jacques Chevallier, professeur à la Faculté de droit de Paris et à l'Institut d'études politiques de Paris (mais pas encore « Président de l'Association française de science politique » ni « membre de l'Institut »), François Goguel alors « directeur du Service de la Séance du Conseil de la République » (titre d'une poésie qui fait rêver, il existe toujours au Sénat, paraît-il) et « professeur à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris », Maurice Duverger, professeur à la Faculté de droit et directeur de l'Institut d'études politiques de l'Université de Bordeaux, Jean Stoetzel, directeur de l'Institut français d'opinion publique. Pas de « Comité de rédaction » : une rédaction assurée par la Fondation nationale des sciences politiques et son secrétaire général qui se trouvait être aussi (les choses sont bien faites) le secrétaire général de l'Association française de science politique et celui de l'Association internationale.

L'avant-propos du premier numéro et les sommaires des numéros suivants le précisent : l'Institut d'études politiques de Paris, successeur de l'École libre des sciences politiques, la Fondation nationale des sciences politiques, les Instituts d'études politiques « de province », surtout Bordeaux, dirigé par Maurice Duverger, Grenoble, dirigé par André Mathiot, et Lyon, dirigé par Robert Pelloux, trois professeurs de droit public, et enfin, déjà présentes dans les Instituts d'études politiques, les Facultés de droit, surtout Paris avec Georges Vedel, et bien sûr Jean-Jacques Cheval-

---

1. À partir de 1976, la *Revue française de science politique* sera publiée par les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques qui venaient d'être créées. Les « Presses » deviendront « Presses de Sciences Po » en 1995.

2. Dès 1952, La *Revue* sera aussi publiée « avec le concours du CNRS ». Elle l'est toujours, sauf pendant une brève période. Elle est devenue bimestrielle en 1963.

lier, mais aussi Dijon avec Georges Burdeau et Poitiers avec Jean Rivero, sont les principales pierres de l'édifice. Tous les membres de ces institutions considèrent que leur appartenance leur confère un ticket d'accès ou du moins de candidature à la publication dans la *Revue* qui de son côté considère de son devoir de les inviter <sup>1</sup>.

Les Facultés des lettres sont bien sûr loin d'être absentes, Pierre Renouvin succédera en 1959 à André Siegfried à la présidence de la Fondation et du Comité de direction de la *Revue* et après tout quand est créé le premier diplôme d'études supérieures de science politique, diplôme d'Établissement, le « Troisième cycle d'études politiques », les thèses auxquelles le diplôme de ce cycle peut conduire seront essentiellement des thèses de 3<sup>e</sup> cycle des Facultés des lettres. On trouvera dans les sommaires des premières années de la *Revue* des historiens, René Rémond et Jean-Baptiste Duroselle en premier lieu (29 articles à eux deux en environ 15 ans) et aussi Georges Dupeux et François Bédarida (Serge Berstein donnera un article en 1970) mais nombre d'historiens qui écrivent dans la *Revue* deviendront seulement ensuite des professeurs d'histoire, et pas toujours dans les Facultés, par exemple Charles Morazé, encore pour certains passeront-ils par la science politique, Raoul Girardet et Hélène Carrère d'Encausse, par exemple ; on trouvera aussi à côté de rares articles de rares géographes (Jean Gottmann parlant d'autre chose, les États-Unis ou Israël, Jean-François Gravier, Marcel Roncayolo parlant de Gaston Defferre à Marseille), des sociologues et non des moindres (à nos yeux d'aujourd'hui), Georges Balandier, François Bourricaud, Michel Crozier, Henri Mendras, et quelques philosophes en position encore inférieure tel Julien Freund (en voie de devenir sociologue) ou déjà en haut ou en ascension comme Éric Weil (à qui on doit en 1955 et 1961 deux superbes articles) ou Raymond Polin, sans compter Robert Dérathé qui publie et est aussi largement commenté. Mais enfin la *Revue* n'est pas, à quelques exceptions près, le lieu de publication des « patentés » des Facultés des lettres <sup>2</sup> : ni les Durkheimiens, en particulier Marcel Mauss, ni les historiens sorbonnards de la Révolution que Soboul va dominer un temps dans la lignée de Mathiez, ni l'École des Annales à l'École pratique des hautes études n'ont jamais beaucoup apprécié l'École libre des sciences politiques. La raison en est peut-être que ceux qui les dominent alors ne sont pas intéressés à ce qui est considéré comme politique <sup>3</sup> et quand ils s'y intéressent en tant qu'intellectuels et citoyens, ils choisissent alors de grandes revues engagées (par exemple, Paul Ricœur absent de la *Revue* donne à *Esprit* un bel article sur « Le paradoxe politique ») peut-être parce qu'ils perçoivent et évaluent « la politique » étudiée et faite à Sciences Po et dans les Facultés de droit comme « trop à droite ». Et mon Dieu, l'impression

1. Elle invite aussi nombre d'étrangers, en général universitaires, et aussi bon nombre de non universitaires, nous y reviendrons plus loin dans la deuxième partie.

2. Je ne relève parmi les « langues et civilisations » que François Chevalier sur le Mexique et Monica Charlot qui (en collaboration avec Jean Charlot) couvre un registre bien plus étendu que celui de la seule Grande-Bretagne. Mais aucun grand sorbonnard sur l'Allemagne (par exemple, Edmond Vermeil dont le livre sur *L'Allemagne contemporaine* sera commenté dans la *Revue* par Robert Pelloux, IV (2), 1954). Ceux des civilisationnistes qui publient beaucoup dans la *Revue* (et pas seulement sur leur zone) feront carrière à la Fondation et à l'Institut d'études politiques de Paris. C'est le cas de Jean Meyriat et surtout d'Alfred Grosser, tout comme de Jean Touchard, agrégé de Lettres, historien de la littérature et de la pensée politiques, sur lequel on reviendra. Les deux derniers yseront professeurs des Universités.

3. Quand Georges Gurvitch, alors patron, aujourd'hui un peu oublié, de la sociologie à la Sorbonne, dirige le *Traité de sociologie*, la sociologie politique (essentiellement les partis) fut confiée à Maurice Duverger qui quelques années après recevra dans les *Archives européennes de sociologie* une volée de bois vert de Julien Freund pour ses *Méthodes de la science politique* et ses *Méthodes des sciences sociales*.

d'ensemble n'est pas tout à fait fausse. Je préférerais l'expression plus adéquate : « À droite (ou à gauche à la rigueur) mais pas trop ».

En revanche, tout ce qui compte dans le « droit public » (la partie qui traite du « droit constitutionnel » et parfois du « droit administratif » et de la théorie du droit <sup>1</sup>) est dans la *Revue* dès le début (ou les débuts de chacun), par exemple, outre ceux qu'on a déjà cités, et en allant des « patentés » aux « jeunes » (de l'époque), Marcel Prélot, Charles Eisenmann, Jacques Ellul, Robert-Édouard Charlier, François Luchaire, Jacques Lambert, Jean Boulouis, Marcel Merle (qui succédera à Maurice Duverger à l'IEP de Bordeaux), Jean-Louis Quermonne (qui succédera à André Mathiot à Grenoble), Albert Mabileau (qui succédera à son tour à Marcel Merle), Paul-Marie Gaudemet, Benoît Jeanneau, Jacques Cadart (qui succédera à Robert Pelloux à Lyon), Madeleine Grawitz, Philippe Ardant, Léo Hamon (mentionné le dernier à cause de son entrée tardive dans la corporation alors qu'il appartient presque à la génération des premiers nommés). Seuls Paul Bastid et René Capitant, alors députés, manqueront à l'appel. Georges Lavau occupe une place spéciale comme professeur de droit public à Grenoble puis à Paris (il n'y enseigne pas que la science politique, mais aussi la « sécurité sociale » et « l'aménagement du territoire ») ; il publie dans la *Revue*, dès 1951, un premier article écrit en commun avec Marcel Merle, et en tout dix textes entre 1951 et 1968, tout comme Marcel Merle d'ailleurs <sup>2</sup>. Il sera responsable de la rubrique « Forces politiques » créée en 1966 en même temps que les rubriques « Conflits internationaux » (responsables : Jean-Baptiste Duroselle et Jean Meyriat) et « Bibliographie » (responsables : Jean Meyriat et Jean Touchard ; Serge Hurtig en assurera ensuite jusqu'en 1999, seul ou assisté, la responsabilité avec une ténacité touchant à l'abnégation). À la mort de Jean Touchard, après 18 mois où la responsabilité de la *Revue* est assurée par Louis Bodin, Serge Hurtig et Alain Lancelot, Georges Lavau sera le premier et dernier directeur de la *Revue*, avant l'actuel, de 1973 à sa mort en 1991. Longtemps directeur du Centre d'étude de la vie politique française (Alain Lancelot lui succédera, suivi d'Annick Percheron, dernière et profondément regrettée directeur, avant l'actuel), il sera entre autres à l'origine, avec Maurice Duverger, Georges Vedel, Jean Touchard et François Goguel, de la reconnaissance au sein de l'ensemble des disciplines dites « à agrégation » (« sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion ») de la science politique comme discipline autonome. C'est assez dire le rôle des Facultés de droit dans la *Revue* et dans la science politique universitaire française.

Tel est le noyau *institutionnel* central dans lequel les producteurs de la Fondation sont dès l'abord très présents (François Goguel donne 27 textes entre 1951 et 1968, le

---

1. Curieusement, le « droit international public » sera absent, ses ténors, Georges Scelle, Charles Rousseau, Suzanne Bastid, Charles Chaumont, ces deux derniers pourtant professeurs à l'Institut d'études politiques, Claude-Albert Colliard, René-Jean Dupuy, Michel Virally, n'y apparaissent pas. Colliard donne en 1952 une contribution sur « quelques livres sur le Commonwealth ». Quant à Marcel Merle, il ne publie pas encore beaucoup sur les relations internationales, et à Maurice Flory, ses deux articles portent sur l'Afrique du Nord et le monde musulman. Seuls figurent Roger Pinto sur les Accords de Genève de 1954 et surtout Paul Reuter pour « La conception du pouvoir politique dans le plan Schuman » (I (3), 1951) à revisiter au titre des « enregistrements historiques ».

2. Notons que son engagement partisan à Grenoble et intellectuel à *Esprit* ne l'a pas empêché de participer activement à la *Revue* (cela l'empêcha seulement de devenir directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble au départ d'André Mathiot, Jean-Louis Quermonne devint alors directeur). Le sociologue Jean-William Lapierre était dans le même cas mais beaucoup moins investi professionnellement dans la *Revue*.

record de cette lointaine époque, Jean-Baptiste Duroselle n'ayant qu'un score de 19), Jean Meynaud en publie 18 entre 1957 et 1965, Hélène Carrère d'Encausse, 13, Alfred Grosser, 12, Jean Meyriat, 12, Stanley Hoffmann, 11 entre 1952 et 1964, Raoul Girardet, 8 entre 1958 et 1970, Serge Hurtig, 7 entre 1957 et 1969, Pierre Gerbet, 7 entre 1956 et 1968, Jean Touchard, 7, Louis Bodin, 6, Mattei Dogan (qui, lui, relève du CNRS), 7 entre 1953 et 1959 avant de partir vers d'autres rivages, comme d'autres collaborateurs, Jean Blondel, Jean Laponce et bien sûr le plus illustre, Stanley Hoffmann dont l'actuel Président de l'Association française de science politique se plaît à rappeler qu'il a été peut-être le « premier assistant de l'Association ». Ils vont ensuite prendre un poids croissant : Pierre Hassner apparu dès 1958, publie 10 textes entre 1958 et 1970. Dans les années 1960, entrent les « jeunes » : Jean Charlot, Alain Lancelot, Jean Ranger, François Platone, Guy Michelat, Jean-Luc Parodi, Frédéric Bon, Annick Percheron, Janine Mossuz, Gérard Adam, un moment très présent sur les questions syndicales et sociales, le duo Octave Marais-Paul Chambergeat, alias Rémy Leveau, Guy Hermet (qui dirigera le Centre d'études et de recherches internationales après Jean Meyriat), mais c'est tout le personnel de recherche actuel et bon nombre de professeurs et maîtres de conférence de science politique de toutes les universités qu'il faudrait citer. Après tout, les jeunes n'ont qu'à consulter les tables des trente dernières années pour mesurer les évolutions que cette Association et d'autres, dont l'Association des enseignants et chercheurs en science politique, ont tenté d'évaluer. Qu'il suffise de mentionner le plus important : en 1955, Jean Touchard devient secrétaire général de la Fondation, ouvrant ainsi pour la *Revue*, et pour l'Association, les « années Touchard » couvrant 16 années, jusqu'à sa mort prématurée en 1971 (et je ne rougis pas d'employer ce cliché usé jusqu'à la corde, il représente exactement ce que je pense). Le Comité de direction, très peu modifié, sinon par l'usure du temps, deviendra Conseil scientifique en 1970, un secrétaire de rédaction apparaîtra en 1964 en la personne de Louis Bodin, en 1970, ils seront trois (Louis Bodin, Hélène Arnaud et Marianne Boucher, cette dernière sera ensuite remplacée par Marc Riglet), en même temps sera créé un Comité de rédaction comprenant, outre le secrétaire général et les trois secrétaires de rédaction, Gérard Adam, Jacques Chapsal, François Goguel (devenu Président de la Fondation et de l'Association), Guy Hermet, Serge Hurtig, Georges Lavau et Jean Meyriat. Jean Touchard, mort et remplacé à la Fondation par Serge Hurtig, les trois fonctions de secrétaire général de la Fondation, de secrétaire général de l'Association et de responsable de la *Revue* se disjoignent (Serge Hurtig, Alain Lancelot puis Jean Charlot, Serge Hurtig puis Georges Lavau) et le Comité de rédaction qui en 1972 comprend Hélène Arnaud, Louis Bodin, François Bourricaud, Jean Charlot, François Goguel, Guy Hermet, Serge Hurtig, Alain Lancelot, Georges Lavau et Jean Meyriat, verra sa composition et son activité varier grandement jusqu'à parfois s'évanouir dans les limbes, jusqu'à la réforme qui fonctionne aujourd'hui depuis dix ans, où le directeur de la *Revue* désigné pour cinq ans, d'un commun accord, par l'Association et la Fondation, est assisté d'une rédaction dirigée par son secrétaire, la regrettée Josée Cabillon jusqu'à sa retraite en 1995, et d'un Comité de rédaction qu'il désigne, à charge pour lui de rendre compte de son activité devant, d'une part, l'Association et son Conseil, et, d'autre part, la Fondation, si les autorités de celle-ci le jugent utile. La *Revue* est, à ce jour, publiée par les Presses de Sciences Po, dont l'éminente responsabilité et l'inaltérable soutien apporté à la *Revue*, sous les directions successives de Louis Bodin et de Bertrand Badie, méritent toute notre reconnaissance.

II

Ce rappel en forme de film dont le mouvement, lent au début, s'accélérait vertigineusement en s'approchant de sa fin, ici notre présent, ne raconte qu'une partie de l'histoire, certes importante car dans l'histoire intellectuelle, les institutions et les positions que les acteurs y occupent ne sauraient être ignorées, surtout par ceux qui se piquent de science ou d'histoire sociales, même si dans ce texte nous n'en faisons pas de sérieuses, nous bornant à une réflexion narrative. Or celle-ci serait plus bancale encore si elle ne faisait leur part aux perspectives intellectuelles qu'une plongée dans les premières années de la *Revue* autorise. On s'essaiera donc à dégager de celle-ci quelques remarques que nous espérons intéressantes pour la connaissance de ce petit morceau de terrain intellectuel en ce temps-là et donc de notre histoire et de notre actualité dans ce lieu-ci, tout aussi exigü et limité dans les vues qu'il permet, que nous habitons aujourd'hui. Je ne prétends pas ici exposer autre chose qu'un récit impressionniste mais les réflexions, sinon les plus scientifiques, du moins les plus profondément ancrées en nous, viennent le plus souvent d'impressions plus ou moins savoureuses. Tant pis pour les mises en garde de Bachelard contre ces ivresses. Risquons donc nos impressions de lecture, ou parfois de relecture, de ces vieilles cires.

La « science politique » est conçue *explicitement* comme la coexistence de deux types d'entreprises intellectuelles. D'abord la *compréhension de l'histoire politique du temps présent*, sa mise en sens et en ordre et les conjectures (et quelquefois, les prescriptions et les évaluations) qu'on peut en dériver à la lumière d'une tradition intellectuelle et du savoir présent. C'est à cette entreprise que se réfèrent André Siegfried, quand il écrit sur « Les nationalismes asiatiques » (I (1-2), 1951) ou sur « Le Vichy de Pétain, le Vichy de Laval » (VI (4), 1956), Raymond Aron, quand il donne ses « Réflexions sur la politique et la science politique française » (V (1), 1955), Jean-Baptiste Duroselle, quand il commente « Quelques livres américains sur le Japon » (I (4), 1951) ou traite de « La politique étrangère des États-Unis » (II (3), 1952), Georges Vedel, quand il écrit « Le rôle des croyances économiques dans la vie politique » (I (1-2), 1951) ou « Inimitable Angleterre » (V (4), 1955). Ensuite, *l'usage de la recherche empirique systématique pour comprendre un processus*, domaine de la « science sociale », c'est dans cette catégorie que l'*Avant-propos* de 1951 range l'article de Maurice Duverger, « Adhérents et électeurs des partis » en avant-première des *Partis politiques* (I (1-2), 1951), et aussi les textes d'Alain de Vulpian, « Physionomie agraire et orientation politique dans le département des Côtes du Nord », et de Georges Dupeux, « Pour une représentation nouvelle des résultats électoraux », ainsi que la note sur « Les sondages et la science politique » due à la plume rétrospectivement quelque peu inattendue de Jean Pouillon, tous dans le même numéro.

Entre ces deux types, le passage est fréquent, non parce que les genres sont les mêmes mais parce qu'il est entendu que chacun des deux peut servir à l'autre (et non pas à le paralyser, être un « obstacle épistémologique » dans le vocabulaire reçu que nos fondateurs n'auraient pas songé à employer, même pas Raymond Aron qui le connaissait probablement). Cette science politique se conçoit comme la continuation de Rousseau ou Montesquieu, (la *Revue* parle d'ailleurs, à ce moment, beaucoup plus du premier que du second<sup>1</sup>) reliant, sans solution de continuité, compréhension,

---

1. Marcel Merle rend compte, en 1953, du livre sur le bicentenaire de *L'esprit des lois et la pensée politique et constitutionnelle* de Montesquieu édité par l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris et Jean Touchard, en 1960, de celui d'Althusser.

conjecture, évaluation et savoir empirique, c'est pourquoi la pensée du passé n'est pas seulement étudiée (par exemple, par Jean-Jacques Chevallier) en soi, comme objet historique, mais comme témoignage vivant, donc actuellement pertinent, du lien entre les deux types d'entreprises. C'est aussi pourquoi les mises en cause épistémologiques de la façon dont on doit concevoir et construire le politique et donc aussi l'histoire politique, de ses catégories et de ses idées, ne sont guère nombreuses : pratiquement pas une réflexion sur Weber, en dehors de Raymond Aron et Pierre Hassner qui rend compte de *Le savant et le politique*, pas une analyse de Machiavel<sup>1</sup>, très peu de références à l'anthropologie politique jusqu'à la note sur le livre de Jean-William Lapierre puis au début des années 1970, la discussion critique d'Easton dont *The Political System* est pourtant analysé dès 1954 par Pierre Duclos. Celui-ci, qui n'est pas un universitaire constituée, avec Bertrand de Jouvenel, les deux exceptions (outre Aron qui est d'une autre classe) qui confirment la règle.

Duclos et Jouvenel traquent la politique pure<sup>2</sup> et la « politification » avec, pour le second, un réel bonheur de plume et de pensée (dû, sans doute, à une forte culture classique), mais sans remettre en cause deux ou trois dogmes : la politique est d'abord la politique professionnelle et ce qui se passe dans « l'État ». Au-dessus et au-delà des professionnels et de leur science légitime, la « politique pure » touche l'histoire de la constitution et de l'affirmation des identités, au-dessus [et non dépendante] des structures sociales ; c'est le domaine de l'historicité. La tendance lourde qui sous-tend tout cela est le gonflement et l'expansion constante du « Pouvoir », compromettant à la fois les droits individuels et l'art de bien gouverner. Le cadre de l'État libéral solidement posé par Guizot et Émile Boutmy lors de la fondation de l'École libre des sciences politiques, est ainsi maintenu fermement dans le monde de la Quatrième République, des nationalisations, de l'économie dirigée, de la guerre froide et de la décolonisation. C'est ce que Siegfried, qui appartient au monde de Boutmy, nous signale dans le premier numéro de la *Revue. Du pouvoir* est salué très bas dès la naissance de la *Revue* qui rendra compte presque en même temps des livres de Michel Debré. Rien d'étonnant à cela, ni surtout rien de critique dans cette remarque : ce langage (on ne dit pas encore « discours ») est celui de la « vie politique » même, telle qu'elle se donne à voir, parce que c'est en lui que s'enracine le langage de la science politique, sans pour autant en être le miroir. Il serait totalement stérile de croire expliquer quelque chose en disant par exemple que la *Revue* représente à sa fondation un « bloc historique », MRP-Radicaux-SFIO-RPF. Cette soi-disant représentation exprime, en réalité, tout autre chose. Un « monde nouveau », celui de l'« État moderne » du 19<sup>e</sup> siècle, fournit les catégories du langage de la « science politique nouvelle » comme disait Tocqueville. État contre individu<sup>3</sup>, le langage *bifrons* de l'objectivation et de la subjectivation, dirait, cette fois, Foucault<sup>4</sup>, est le langage ordi-

---

1. Il faut consulter, à cet égard, le curieux *Index des matières*, établi pour la période de 1951 à 1970 par Dominique Saintville sous la direction de Jean Meyriat (curieux mais logique cependant, puisque des noms propres apparaissent quand ils sont matière à article). Durkheim, Machiavel et Weber sont absents.

2. Pour une raison qui m'échappe, *L'essence du politique* de Julien Freund, paru en 1965 ne fit pas l'objet d'un compte rendu dans une *Revue* en général attentive à ne pas manquer les « grands livres ».

3. À moins que, plus subtilement, il ne soit « devant la personne et la société », titre d'un article de Pierre Duclos (II (4), 1952).

4. Jacques Maritain essaie de récupérer l'opposition en évitant, en bon catholique thomiste, l'écueil de l'individualisme. Robert Dérathé rend compte de *L'homme et l'État* dès sa parution aux États-Unis (II (1), 1952).

naire de la politique (la version « guerre froide » est « totalitarisme » contre « libéralisme »), comment ne serait-il pas, à l'époque, le langage de la science politique comme l'opposition structures et institutions sociales/rationalité individuelle est celui de la sociologie ?<sup>1</sup>

La science politique s'exposant dans les premières années de la *Revue* peut-elle être qualifiée de version distinguée, bien élevée et non polémique du langage ordinaire des élites sociales (ou de certains d'entre elles) quand celles-ci dépouillent le langage indigène de tout son aspect polémique exprimant l'engagement du partisan ? Ce n'est pas l'homogénéité partisane qui caractérise la *Revue* : une place limitée mais visible est tout de même faite aux différents marxismes d'Henri Lefèbvre, de Jean Chesneaux, de Maxime Rodinson, de jeunes « gauchistes » apparaissent avec Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier, socialistes et libéraux (Maurice Allais livre en 1952 « Quelques réflexions sur la contrainte et la liberté »), nationalistes et européens, « décolonisateurs » et partisans de l'Empire (on évite « colonialistes-impérialistes » contre « bradeurs-séparatistes ») s'opposent vraiment mais les deux langages, de l'observation réflexive et des sciences sociales, produisent l'image d'une homogénéité de perspective où les rugosités de la lutte politique et les haines recuites de la concurrence académique sont sérieusement et sévèrement contrôlées. Nous avons déjà identifié deux premiers groupes de producteurs : les « Facultés », avec la présence dominante des Facultés de droit ; la « Fondation », héritière de « l'École des sciences politiques ». Précisons ici que le premier « groupe » est rassemblé par son identification « statutaire et réglementaire » et aussi par les rencontres et dialogues que les Facultés autorisent entre membres des Assemblées et des Conseils de Faculté, ainsi Jean-Jacques Chevallier commente-t-il l'économiste André Marchal, et présente à cette occasion des remarques intéressantes sur la contradiction qui opposerait, paraît-il, individualisme et déterminisme (II (2), 1952), et Georges Burdeau, encore à propos d'André Marchal, parlera de « Structures économiques et structures politiques » (X (1), 1960).

Le second est plus composite et plus flou : à côté des chercheurs et enseignants, collaborateurs de la Fondation, figurent ceux qui forment de(s) tissu(s) d'interconnaissance, les pères jésuites Jean-Yves Calvez et Henri Chambre, Jacques Fauvet, Bertrand de Jouvenel, Pierre Rondot, Joseph Rovin, Alfred Sauvy, par exemple. Aucun de ces deux groupes, ne peut être caractérisé par la permanence, la solidarité idéologique (ni même pour le second, l'homogénéité de leurs schémas culturels), et encore moins par l'organisation et l'action commune mais plutôt par la production d'une atmosphère (*ethos* et *habitus* seraient déjà trop précis et, peut-être, trop « réducteurs ») à laquelle un troisième groupe va ajouter sa saveur propre.

Le troisième groupe, dont les éléments entretiennent avec les deux premiers des relations de bon voisinage et de cohabitation, est de grande importance : plus que les hommes politiques s'exerçant à la réflexion et la distance (Michel Debré donne quatre contributions entre 1955 et 1961, celle de 1959 étant sa présentation de la Constitution de 1958 dont il est l'un des grands architectes), ce sont les hauts fonctionnaires en ascension qui le constituent, soulignant le rôle de l'État central comme académie parallèle d'étude du gouvernement et de l'administration, Bernard Chenot (qui donne en 1953 l'article toujours cité par les juristes « L'existentialisme et le droit »), Pierre

---

1. Jean-Jacques Chevallier, dans quelques remarquables notes, exprime le recouvrement de la première opposition par la seconde : défendre l'individu contre l'État, c'est aussi défendre en science la liberté contre le déterminisme.

Laroque, Francis de Baecque, Guy de Carmoy, Edgard Pisani, Bernard Gournay ; on notera du côté « parlementaire », Georges Galichon et Émile Blamont ; du côté « international », Jean Laloy, et du côté « colonial », le gouverneur Hubert Deschamps, ou « oriental », Marcel Colombe, à la fois professeur et agent, comme à un moment Roger Letourneau ; ajoutons l'ambassadeur Léon Noël, après avoir commencé avec Michel Debré, le tableau ne manque pas d'impressionner.

Avec constance pendant vingt ans, à peu près des « années Meynaud » aux « années Touchard », les trois groupes que nous avons stipulés participeront à la constitution de cette science politique libérale que je me risquerai à caractériser ainsi à partir des présentations de ceux qui contribuent le plus à l'exposer et à la promouvoir : la science politique commence avec 1/ la connaissance tacite que les acteurs professionnels, administratifs et élites sociales mobilisent dans leur pratique ordinaire, une sorte d'art (qui est aussi une *techné*) permettant aux groupes de se combattre pour la conquête et la pratique du gouvernement des organisations, politiques ou non, et de l'État, cet ensemble de groupes et d'organisations. Cette connaissance est d'abord pratique, mais dès qu'une préoccupation d'explicitation se glisse (« je prends les mesures nécessaires pour gagner mais au fait, pourquoi veux-je gagner ? »), elle évolue vers 2/ une connaissance phénoménologique utilisant la familiarité avec le monde, caractéristique de la connaissance pratique, pour mieux expliciter l'expérience première du monde politique libéral, en particulier celui de l'équilibre des pluralismes qui structure l'opposition des « deux démocraties » (avec et sans pluralisme) que Georges Vedel exposait dès 1948 dans les *Études*, revue des Jésuites de France, et qui sera le thème de son *Manuel de droit constitutionnel* (dont André Mathiot rend compte dans le tout premier numéro de la *Revue*<sup>1</sup>). Notons qu'à l'époque et en France, c'est à l'équilibre « des pouvoirs » et à l'équilibre de la concertation sociale plutôt qu'à l'équilibre marchand et sa métaphore, l'équilibre majoritaire, que l'on pense (le seul article technique sur la « théorie économique et la théorie politique » est publié en 1961, il est vrai qu'il est d'Anthony Downs...)<sup>2</sup>. 3/ On passe ainsi de la connaissance tacite de l'agent à la connaissance de cette connaissance. Cette connaissance de deuxième degré va alors, à son tour, prendre deux formes : 3. 1/ la connaissance *objective* de pratiques « politiques » discursives, de leurs *déterminants* et de leurs rapports aux pratiques non discursives, aux structures et aux situations, c'est-à-dire l'exploration des *mécanismes* sociaux permettant de comprendre la constitution du champ de la politique professionnelle, de ses relations avec d'autres champs déclarés non politiques mais qui ont aussi leur politique et leur histoire ; 3. 2/ la deuxième forme est la connaissance conjecturale, et donc toujours plus ou moins évaluative, des *conséquences possibles* des arrangements institutionnels, des actions, des luttes et des compétitions *dans une histoire* à laquelle nous sommes partie mais que nous essayons de comprendre et sur laquelle nous essayons de peser en l'observant de notre place, d'acteur, d'élite, de « tenant » d'un titre ou de « challenger », donc à la fois de « spectateur engagé » et de « partisan réflexif » (d'« engagé-spectateur »). Cette connaissance conjecturale est une sorte de « mixte » de la connaissance pratique et de la connaissance phénoménologique enrichie par ce que l'on peut utiliser de la connaissance objective. Elle mêle la « conjecture scientifique » poppérienne, hypothèse sur un mécanisme, et la

---

1. De même, Georges Lavau rendra compte longuement en 1967 du *Droit constitutionnel et institutions politiques* d'André Haurio, qu'il qualifie de « véritable essai » inscrit dans le cadre modeste d'un manuel pour étudiants de première année (XVII (6), 1977).

2. Mentionnons aussi la position d'un économiste, J. R. Boudeville, sur « L'économie, science politique », IV (2), 1954.



« conjecture historique », hypothèse sur le sens de notre histoire. Plus tard, le langage de la « prospective » prétendra moderniser cette forme en lui faisant perdre au passage sa richesse littéraire.

Une double césure va ainsi s'opérer dans le langage de la science politique. D'abord entre le langage de la « connaissance tacite » (car pour être « tacite » au sens où l'employa Michael Polanyi, c'est-à-dire particulière, opportuniste, fragmentée, elle n'en a pas moins un langage dont la faible cohérence au regard des canons scientifiques et la faible auto-explicitation sont peut-être la condition de l'efficacité cognitive <sup>1</sup>) et le langage de la « connaissance de la connaissance ». Cette césure est opérée quasi machinalement dès les débuts de la science politique libérale dont la *Revue* fait si évidemment partie <sup>2</sup>. Dans le silence, le temps de repos ménagé par la césure, disparaissent tout le texte et le contexte polémiques de l'actualité de « la vie politique » : il faut se pincer pour réaliser qu'en 1951, sévissent la guerre de Corée et la guerre d'Indochine, que le Maghreb colonial entre en crise et la guerre d'Algérie commencera dans trois ans, que le macarthysme va souffler en tempête sur les États-Unis <sup>3</sup>, le côté aseptisé et non pertinent que l'on reproche parfois aujourd'hui aux revues professionnelles de science politique n'est donc pas récent même s'il avait, à l'époque, d'autres causes ; pour cette raison même, la lecture des numéros d'il y a cinquante ans ne révèle que très peu leur aspect « daté » de trace désormais « historique », beaucoup moins, en tout cas, que la lecture, disons, du *Monde* ou des *Temps modernes* contemporains. Ces numéros sont « datés » mais au regard d'autres standards de lecture : le rapport au langage juridique, au langage des sciences sociales, les principes de sélection des thèmes politiques, par exemple. La *Revue* aujourd'hui n'est pas plus distanciée que sa grand-mère par rapport à « l'actualité », mais, hélas ! ou tant mieux ! selon les opinions, les « grands fonctionnaires » ont à peu près disparu, tout comme les professeurs de droit public, les uns et parfois les autres, toujours aussi présents dans les grandes revues culturelles, par exemple, et surtout, *Commentaire*.

C'est qu'une deuxième césure tend à s'opérer au sein même de la « connaissance de la connaissance », et celle-ci est beaucoup moins « naturelle » que la première. Elle sépare le langage de la conjecture historique globale sur les conséquences (et donc le sens) des institutions et des actions individuelles et collectives du langage de la connaissance des déterminants et des mécanismes. Le premier langage « tient » beaucoup plus naturellement au langage politique ordinaire dont il n'est séparé que par la première césure ; le second, qu'il soit celui de la sociologie d'inspiration durkheimienne, wébérienne, ou simmelienne, du choix rationnel, du « choix rationnel institutionnel », du néo-institutionnalisme ou de la socio-histoire, tend, au contraire, à

---

1. Isaiah Berlin, « Political Judgment », dans *The Sense of Reality*, Londres, Chatto et Windus, 1996, p. 40-54.

2. C'est pourquoi le marxisme du socialisme réel ne peut être que marginal dans cette science politique puisque sous certaines conditions, le vrai *leader* communiste ou même le modeste militant est « théoricien et homme d'action ».

3. Je ne dis pas qu'on n'en parle pas, et la *Revue* consacra des numéros entiers à la Constitution de 1958 (il faut relire les deux articles de Maurice Duverger et Georges Burdeau, et aussi l'article de Marcel Merle sur « Les problèmes d'Outre-mer », IX (1), 1959), aux grandes élections, à « 1968 », à la guerre d'octobre, mais l'on en parle souvent à contre temps (ou plutôt l'on prend son temps pour en parler plus tard) et surtout autrement parce que la connaissance que propose la *Revue*, toute imprégnée qu'elle soit de connaissance pratique et surtout de connaissance phénoménologique (non théorisée en tant que telle) est aussi et déjà, *à sa manière*, une « connaissance de la connaissance », et *pas seulement* dans sa partie plus proprement « sciences sociales ». C'est probablement ce langage « mixte » qui déclencha les diatribes de Pierre Bourdieu contre « ce qu'on appelle aujourd'hui la science politique ».

s'en affranchir, les conditions et les standards de cet affranchissement faisant bien sûr l'objet de sanglantes luttes <sup>1</sup>. Mais la césure ne se stabilise jamais et ne se transforme pas en rupture, et pas seulement avec les « *policy studies* » qui sont aussi, de ce seul fait, des « *policy oriented studies* » ; par exemple, les « *gender studies* » <sup>2</sup> ou l'écologie politique tendent toujours à la déplacer ou à la nier tout comme les différentes déconstructions héritées de Foucault ou de Derrida, ou « l'ironie » de Richard Rorty, ou encore la sociologie de Luc Boltanski. Il n'est pas jusqu'à la philosophie politique (surtout mais pas seulement dans la version anglo-américano-scandinave, avec la tradition rawlsienne) qui ne combine son propre langage spécialisé hérité de la philosophie analytique avec celui des sciences sociales mais aussi de celui de la « culture publique » lui fournissant son matériau et sa perspective.

Cette césure imparfaite expose ceux qui sont du côté de l'affranchissement et l'autonomisation du langage spécialisé et objectivant au reproche de « jargon » et de « trahison » de « ce qui s'est vraiment passé », et ceux qui se maintiennent du côté du lien indissoluble avec les langages plus « naturels », c'est-à-dire plus immédiatement compréhensibles par l'intellectuel d'une autre discipline et par le citoyen ordinaire, au reproche de « récit mondain » reproduisant les contraintes et incitations imposées aux

---

1. Pour ne prendre qu'un exemple déjà lointain, « la connaissance praxéologique » que recommande Bourdieu (Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972, p. 163-164) n'a pas, à première vue, beaucoup de points communs avec la « praxéologie » d'Aron (Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962).

2. On nous pardonnera cette éruption d'anglicismes : après tout, c'est dans les tout premiers numéros de la *Revue* que je trouve le terme « *political scientist* » (est-ce sous la plume de Jean-Jacques Chevallier ?) pour désigner l'espèce qui prolifère outre-Atlantique. Qu'il me soit permis à cette occasion de redresser l'image de la *Revue* d'il y a cinquante ans comme une revue franchouillarde ne parlant que de la vie politique française et du monde vu par l'œil universel de la France. Tout au contraire, la *Revue* se veut dès le début « internationale », malheureusement dans un monde finissant (mais bien actuel pour André Siegfried, entre autres) où le français est de plein droit une langue internationale (l'illusion durera à l'Association internationale de science politique jusqu'aux années 1970). On y commente Lipset et Bendix (c'est Alain Touraine qui s'en charge en 1961), Barrington Moore (Jean-Jacques Chevallier, en 1952, et Jean-Claude Casanova, en 1960), et d'autres petits ou grands classiques, Almond et Coleman, Apter, Sidney Bailey (sur le Commonwealth), Samuel Beer, Gérard Bergeron, Leonard Binder, Karl Dietrich Bracher, Crane Brinton, Hedley Bull, James Mac Gregor Burns, William Chambers et David Burnham, Maurice Cranston, Ralf Dahrendorf, Karl Deutsch, Léon Dion, Harry Eckstein, Easton bien sûr, Festinger et Katz, Herman Finer, Sam Finer, Wolfgang Friedmann, Carl Friedrich, Ernst Haas, Jeanne Hersch, H. Stuart Hughes, Alex Inkeles, Morris Janowitz, Arturo Carlo Jemolo, Ivor Jennings, George Kennan, Otto Kirchheimer, Henry Kissinger, William Kornhauser, Harold Laski, Daniel Lerner, Arthur Lovejoy, Herbert Marcuse, Hans Morgenthau, Franz Neumann, Siegmund Neumann, le jeune Kenneth Newton, Ernst Nolte, Michael Oakeshott, Frank Parkin, Douglas Rae, David Riesman, William Robson, Giovanni Sartori, Thomas Schelling, Hugh Seton-Watson, Alberto Spreafico, Leo Strauss, J. L. Talmon, David Truman, Robert W. Tucker, Kenneth Waltz, Howard Warrender, Eugen Weber, Myron Weiner, Arnold Wolfers, Quincy Wright, et surtout on relève de nombreuses contributions étrangères : Jan Barents, Max Beloff, Anthony Benn, Isaiah Berlin (qui donnera en primeur son texte « La théorie politique existe-t-elle encore ? », XI (2), 1961, avant qu'il soit plusieurs fois publié en anglais), David Butler, Philip Converse, Jovan Djordjevitich, Anthony Downs, Henry Ehrmann, S. N. Eisenstadt, Amitai Etzioni, Roger Girod, Arnold Heidenheimer, Harold Laswell, Leslie Lipson, Karl Loewenstein, W. J. M. Mackenzie, C. B. Macpherson, Duncan MacRae Jr., Roger Masters, Sten Nilson, Dorothy Pickles, Franco Pierandrei, John Plamenatz, Austin Ranney, William Rappard, Stein Rokkan, Roland Ruffieux, Susan Sidjanski, Max Sorensen, Robert C. Tucker, Nicholas Wahl, Philip Williams, Richard Wollheim, I. W. Zartman.

[et par les] acteurs. Peut-être a-t-elle une raison tenant aux contraintes imposées par ce qui est étudié par la science politique en démocratie. La démocratie suppose qu'aucune caste distincte par son langage (les clercs), sa lignée (les princes) ou son élection surnaturelle (l' élu charismatique) ne peut avoir le monopole de droit du gouvernement et donc de tous les jeux politiques par lesquels s'établissent et se maintiennent les « Trônes et Dominations » légitimes. *Le langage ordinaire de chacun est donc le langage de la politique* : non que ce dernier ne soit pas spécialisé *en fait*, « professionnellement », mais à la différence de ce qui se passe dans les langages de la science (la « découverte »), du droit (la « dogmatique »), de la théologie, de l'histoire comme discipline, de la philosophie, peut-être de l'art et sans doute de l'esthétique, cette spécialisation (ou plutôt ces spécialisations car il peut y avoir plusieurs langages politiques selon la nature de l'unité collective où se joue un jeu politique <sup>1</sup>) ne peut être transformée en épistémologie normative analogue à celle que Popper tire de *La logique de la découverte scientifique*. Le langage politique démocratique suppose que l'acteur politique ne parle que le langage ordinaire ou plutôt qu'il met son langage à la portée des autres puisque, disait méchamment Péguy, « le peuple entend en français ce qu'on dit en langage parlementaire » ; en droit la symbolique politique devrait être, en démocratie, la symbolique de tout le monde <sup>2</sup> : même si les gouvernés reconnaissent souvent que les gouvernants en « savent » plus qu'eux, ils n'en sont que plus rétifs pour leur accorder dans le champ politique le monopole du pouvoir symbolique, alors qu'ils l'accordent tout naturellement aux savants (pour aussitôt après accuser ceux-ci de les manipuler, mais c'est parce qu'ils l'ont au préalable reconnu).

Or la science politique moderne est fille de la démocratie selon Tocqueville. Son principe d'explication est analogue au principe démocratique de la légitimité ascendante : si le « bas » légitime le « haut », alors le « bas » explique le « haut », c'est bien ce que reprochait, avec son tranchant emportement habituel, Leo Strauss à la « nouvelle science politique », expliquer le politique par le non politique, l'humain par le non humain <sup>3</sup>. Mais n'allons pas si loin. Il n'est peut-être pas non plus nécessaire de suivre jusqu'au bout Alasdair Mac Intyre argumentant, dans un contexte théorique donnant le monopole à l'interprétation et à la connaissance phénoménologique, que la théorie politique n'est jamais qu'une version savante des activités ordinaires d'auto-compréhension parce que le savant ne peut avoir le privilège de critiquer ou de redresser les faiblesses du langage ordinaire, celui-ci constituant l'activité sociale elle-même y compris celle du savant <sup>4</sup>. Il suffit seulement de remarquer que le langage politique démocratique pratique la « fusion des langages » au sein d'un monde déclaré « séparé » du « reste » de la vie sociale : « parler politique » c'est parler de quelque

1. Il s'en joue toujours un parce qu'il y a toujours un problème de gouvernement, ou dans un terme plus moderne, de « gouvernance », dans les monastères comme Léo Moulin le montra dans un article de la *Revue* (II (2), 1952) puis dans son livre *Le monde vivant des religieux*, les villages, les tribus, les communes, les entreprises, les associations, et même les « communautés » quand celles-ci s'organisent.

2. C'est pourquoi l'on a pris la mauvaise habitude de parler de « politique symbolique » pour désigner une politique qui « [se] paye de mots », alors que l'on veut dire (à tort ou à raison) que « le peuple [s']est trompé » c'est-à-dire que la symbolique des professionnels n'est pas celle de tout le monde (s'il en existe une seule, mais cette pétition de principe qu'il existe en droit un peuple avec un sens commun est justement la base de la démocratie et de l'État nation).

3. Leo Strauss, *What Is Political Philosophy ?*, Glencoe, Free Press, 1959 (Pierre Hassner en rend compte dans la *Revue*, X (IV), 1960).

4. Alasdair Mac Intyre, « The Indispensability of Political Theory », dans David Miller, Larry Siedentop (eds), *The Nature of Political Theory*, Oxford, Clarendon Press, 1983.

chose de séparé, voire d'« étranger », mais c'est aussi *en principe* en parler sans avoir fait l'apprentissage formel et spécialisé d'une *wissenschaft* avec ses frontières bien gardées, il « suffit » d'avoir fait un apprentissage social ordinaire par la pratique (ou ce qu'on imagine telle) ; c'est pourquoi quand la science politique peut mettre en relief les inégalités d'accès à la « compétence politique », elle a toujours à le justifier (cela donna la théorie de « l'élitisme démocratique » de Walter Lippmann et du premier Robert Dahl <sup>1</sup>) ou à porter un regard clinique sur une maladie incurable, ou curable moyennant la chirurgie révolutionnaire (Schumpeter représente la maladie incurable <sup>2</sup>, le marxisme la chirurgie). Je ne prétends pas épuiser ici la théorie démocratique mais seulement la prendre pour prétexte afin de souligner que le langage de la science politique a toujours du mal à opérer la césure, plus encore la rupture, avec le langage ordinaire de la connaissance phénoménologique de l'intellectuel intéressé, parce que phénoménalement le langage politique immédiate (pratique) n'opère pas, en démocratie, de rupture de droit avec le langage de tout un chacun. Il y avait peut-être une grande vérité dans la boutade assassine de Ted Lowi, ancien président de l'Association américaine de science politique et président sortant de l'Association internationale <sup>3</sup> : « nous sommes devenu ce que nous étudions », mais en la mettant à l'envers : « nous étudions ce que nous devenons » et du coup le *political scientist* a bien du mal à passer de la question des conditions de possibilité de l'expérience première (celle du langage pratique avec qui s'opère la première césure) à la question des conditions de possibilité de cette question elle-même qui seule permettrait à la deuxième césure de s'achever en rupture si cette opération est jamais complètement réalisable. On aura reconnu ici le langage de Pierre Bourdieu auquel la *Revue* consacra dans les années 1980 un article de Frédéric Bon et Yves Schemeil et dans les années 1990 un autre sous la plume de Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth. Nous rejoignons ici « l'actualité ».

Ce petit *memento* s'achève ici. La collectivité des producteurs de science politique s'est, on l'a vu, profondément transformée <sup>4</sup> et, avec elle, la question du rapport à un contexte politique et scientifique qui a lui-même connu des transformations profondes (sur lesquelles les opinions restent partagées). Relisant les dix premières années (qui couvrent à peu près les « années Meynaud ») et parcourant les trente années suivantes qui couvrent les « années Touchard » et les « années Lavau » avec un regard que j'ai essayé de rendre historique alors qu'il est tout pénétré de mémoire (à l'exception d'André Siegfried, je crois avoir rencontré personnellement plus ou moins brièvement à peu près tous ceux que j'ai cités sauf Pierre Duclos, et beaucoup vivent encore), j'ai tenté d'en tirer dans mon langage quelques réflexions générales qui n'engagent cependant que moi. Je suis sûr en revanche de représenter notre Association en saluant les bons maçons qui ont tant contribué à poser les premières pierres

---

1. Le recueil tardif de Lippmann, *Essays on the Public Philosophy*, est chroniqué dans la *Revue* (par Stanley Hoffmann), VI (3), 1956. En revanche, seul *Politics, Economics and Welfare* de Dahl et Lindblom est chroniqué (par Serge Hurtig), VI (1), 1956.

2. *Capitalisme, socialisme et démocratie* est chroniqué (II (3), 1952), malheureusement de façon un peu décevante sur les rapports de « Psychologie individuelle et psychologie sociale ». *Imperialism and Social Classes* est également chroniqué (IV (1), 1954).

3. Lui aussi publia dans la *Revue*, beaucoup plus tard, à la fin des « années Lavau ».

4. En témoignent toutes les revues qui n'existaient pas en 1951 : par exemple, *Critique internationale*, *Études internationales*, *Genèses*, *Politique africaine*, *Politiques et Management public*, *Politix*, *Raisons politiques*, *Relations internationales*, *Revue internationale de politique comparée*. Quant aux anglophones, c'est l'explosion démographique.

(aujourd'hui très moussues) et édifier les premiers murs de cette petite cité provinciale avec son vieux centre, ses différents quartiers et ses faubourgs, tous plus ou moins reliés au petit bonheur par des rues sinueuses et des ponts de fortune, figure de notre langage selon Wittgenstein : dans l'ordre alphabétique (et non d'apparition à l'image ni de distinction entre morts et vivants), Louis Bodin, Serge Hurtig, Georges Lavau, Jean Meynaud, Jean Meyriat et Jean Touchard.

Jean LECA  
Président de l'Association française  
de science politique